LOI N° 007 / PR/2015
PORTANT PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Vu la Constitution :

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du mardi 23 novembre 2014,
Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

TITRE I : DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE I : DE L’OBJET ET DU CHAMP D’APPLICATION

Article 1er : La présente loi a pour objet de mettre en place un dispositif de protection de la vie privée et professionnelle consécutif à la collecte, au traitement, à la transmission, au stockage et à l’usage des données à caractère personnel, sous réserve de la protection de l’ordre public.

Elle garantit que tout traitement, sous quelque forme que ce soit, respecte les libertés et droits fondamentaux des personnes physiques. Elle prend également en compte les prérogatives de l'État, les droits des collectivités territoriales décentralisées, les intérêts des entreprises et de la société civile et veille à ce que les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ne portent pas atteinte aux libertés individuelles ou publiques, notamment à la vie privée.

Article 2 : Sont soumises aux dispositions de la présente loi :

1) Toute collecte, tout traitement, toute transmission, tout stockage et toute utilisation des données à caractère personnel par une personne physique, par l’État, par les collectivités locales, par les personnes morales de droit public ou de droit privé :

المادة 1: يهدف هذا القانون إلى وضع الترتيبات لحماية الحياة الخاصة والمدنية المتتالية في الجمع، والمعالجة، والنقل، والتخزين، وعلى استعمال البيانات ذات الطابع الشخصي، مع المحافظة، حماية النظام العام.

وتقوم بضمان بأن العلاقة تحت أي شكل كان، فإنها تحمي حرية الحياة والحقوق الأساسية للأفراد الطبيعيين، وتتألف من السياقات التشريعية من الدولة، وتقر حقوق الجماعات الإقليمية، ومصالح المؤسسات والمجتمع المدني، وتعتبر أن تكنولوجيا المعلومات والاتصالات (TIC) لا تلقى ضرراً بالحريات الفردية والعامة، وخاصة في الحياة الخاصة.

المادة 2: يخضع لأحكام هذه المادة ما يلي:

1. كل جمع، وكل معالجة، وكل إرسال، وكل تخزين، وكل استعمال للبيانات ذات الطابع الشخصي، من طرف شخص طبيعي، من الدولة أو من الجماعات المحلية، أو من طرف أشخاص معنويين من ذوي الحقوق العامة أو الخاصة.
2) Tout traitement automatisé ou non de données contenues ou appelées à figurer dans un fichier, à l’exception des traitements mentionnés à l’article 3 ci-dessous :

3) Tout traitement des données concernant la sécurité publique, la défense, la recherche et la poursuite d’infractions pénales ou la sûreté de l’État, sous réserve des dérogations définies par des dispositions spécifiques fixées par d’autres textes de loi en vigueur.

Article 3 : Sont exclus du champ d’application de la présente loi, les traitements de données utilisées par une personne physique dans le cadre exclusif de ses activités personnelles ou domestiques, à condition que les données ne soient pas destinées à une communication systématique à des tiers ou à la diffusion.

Article 4 : La présente loi ne peut limiter :

- les modes de production d’informations disponibles en vertu d’une loi pour une partie dans quelque procédure judiciaire que ce soit ;
- le pouvoir des cours et tribunaux judiciaires de contraindre un témoin de témoigner ou de contraindre le production de preuves.

CHAPITRE II : DES DEFINITIONS

Article 5 : Aux fins de la présente loi, les termes et expressions suivants, s’entendent comme il est précisé ci-après :

ANSICE : Agence Nationale de Sécurité Informatique et de Certification Electronique, Autorité nationale administrative indépendante chargée de veiller au respect, sur le territoire national, des dispositions de la présente loi.

CEEAC : Communauté Économique des Etats de l’Afrique Centrale ;

CEMAC : Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale ;

Code de conduite : chartes d’utilisation élaborées par le responsable du traitement afin d’instaurer un usage correct des ressources informatiques, de l’Internet et des communications électroniques de la structure concernée et homologuée par l’ANSICE.

Conseptement de la personne concernée : toute manifestation de volonté expressive, non équivoque, libre, spécifique et informée par laquelle la personne
concernée ou son représentant légal, judiciaire ou conventionnel accepte que ses données à caractère personnel fassent l'objet d'un traitement manuel ou électronique.

Destinataire : toute personne habilitée à recevoir communication de ces données autre que la personne concernée, le responsable du traitement, les sous-traitants et les personnes qui, en raison de leurs fonctions, sont chargées de traiter les données.

Données à caractère personnel : toute information relative à une personne physique identifiable ou identifiable directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments, propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, culturelle, sociale ou économique.

Données génétiques : toutes données concernant les caractères héréditaires d'un individu ou d'un groupe d'individus apparentés.

Données sensibles : toutes les données à caractère personnel relatives aux opinions ou activités religieuses, philosophique, politique, syndicale, à la vie sexuelle ou raciale, à la santé, aux mesures d'ordre social, aux poursuites, aux sanctions pénales ou administratives.

Données dans le domaine de la santé : toute information concernant l'état physique et mental d'une personne concernée, y compris les données génétiques précitées.

Fichier de données à caractère personnel : tout ensemble structuré de données accessibles selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique.

Interconnexion des données à caractère personnel : tout mécanisme de connexion consistant en la mise en relation de données traitées pour une finalité déterminée avec d'autres données traitées pour des finalités identiques ou non, ou liées par un ou plusieurs responsables de traitement.

Mineur : toute personne physique qui n'a pas le statut de majeur en vertu du code pénal tchadien.

Personne concernée : toute personne physique qui fait l'objet d'un traitement des données à caractère personnel.

Prospection directe : toute sollicitation effectuée au moyen de l'envel de messagerie, quel qu'en soit le support.
ou la nature notamment commerciale, politique ou caritative, destinée à promouvoir, directement ou indirectement, des biens, des services ou l'image d'une personne vendant des biens ou fournissant des services.

**Professionnel des soins de santé** : toute personne définie comme telle par les textes nationaux.

**Responsable du traitement** : Personne physique ou morale, publique ou privée, tout autre organisme ou association qui, seul ou conjointement avec d'autres, prend la décision de collecter et de traiter des données à caractère personnel et en détermine les finalités.

**Service à distance** : toute prestation de service à valeur ajoutée s'appuyant sur les télécommunications et/ou sur l'informatique et visant à permettre, de manière interactive et à distance, à une personne physique ou morale, publique ou privée, la possibilité d'effectuer des activités, démarches ou formalités, etc.

**Sous-traitant** : toute personne physique ou morale, publique ou privée, tout autre organisme ou association qui traite des données pour le compte du responsable du traitement et sous ses instructions.

**Système d'alerte professionnelle** : disposition permettant à des individus de signaler un comportement d'un membre de leur organisation, contraire, selon eux, à une réglementation ou aux règles primordiales établies par leur organisation.

**Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)** : technologies employées pour recueillir, stocker, utiliser et envoyer des informations ainsi que celles qui impliquent l'utilisation des ordinateurs ou de tout système de communication y compris de télécommunication.

**Tiers** : toute personne physique ou morale, publique ou privée, tout autre organisme ou association autre que la personne concernée, le responsable du traitement, le sous-traitant et les personnes qui, placées sous l'autorité directe du responsable du traitement ou du sous-traitant, sont habilités à traiter les données.

**Traitement des données à caractère personnel** : toute opération ou ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés ou non, et appliquées à des données, telles que la collecte, l'utilisatation, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation, la modification, l'extraction, la sauvegarde, la copie, la consultation, l'utilisation, la
communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, le cryptage, l'effacement ou la destruction des données à caractère personnel.

**Article 6** : Pour les termes et expressions qui ne sont pas définis dans la présente loi, il convient, en tant que de besoin, de se référer aux définitions données par les conventions, décisions et documents de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) ou à ceux de l'Union Africaine (UA), de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEMAC), ou à ceux de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

**TITRE II : DES PRINCIPES DIRECTEURS DU TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

**CHAPITRE I : DU CONSENTEMENT, DE LA LEGITIMITE, DE LA LICITE ET DE LA LOYAUTE**

**Article 7** : Le traitement des données à caractère personnel est considéré comme légitime si la personne concernée donne son consentement.

Toutefois, il peut être dérogé à cette exigence du consentement lorsque le traitement est indispensable :

a) au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis ;

b) à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement ou le tiers auquel les données sont communiquées ;

c) à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à sa demande ;

d) à la sauvegarde de l'intérêt ou des droits et libertés fondamentaux de la personne concernée.

**Article 8** : La collecte, l'enregistrement, le traitement, le stockage et la transmission des données à caractère personnel doivent se faire de manière lice, loyale et non frauduleuse.
CHAPITRE II : DE LA FINALITE, DE LA PERTINENCE ET DE LA CONSERVATION

Article 9 : Les données doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et ne peuvent pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités.

Article 10 : Les données doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées ultérieurement.

Article 11 : Les données doivent être conservées pendant une durée qui n'excède pas la période nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées et/ou traitées.

Au-delà de cette période requise, les données ne peuvent faire l'objet d'une conservation qu'à des fins historiques, statistiques ou de recherches en vertu des dispositions légales.

Les modalités d'application de l'alinea ci-dessus seront précisées par voie réglementaire.

CHAPITRE III : DE L'EXACTITUDE ET DE LA TRANSPARENCE

Article 12 : Les données collectées doivent être exactes et, si nécessaire, mises à jour chaque fois que nécessaire. Toute mesure raisonnable doit être prise pour que les données inexactes ou incomplètes, au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées ultérieurement, soient afféchées ou rectifiées.

Article 13 : Le principe de transparence implique une information obligatoire de la part du responsable du traitement portant sur les données à caractère personnel à l'endroit de la personne concernée.

CHAPITRE IV : DE LA CONFIDENTIALITE, DE LA SECURITE ET DU CHOIX DU SOUS-TRAITANT

Article 14 : Les données à caractère personnel doivent être traitées de manière confidentielle et être protégées, notamment lorsque le traitement comporte des transmissions de données dans un réseau.

Article 15 : Lorsque le traitement est mis en œuvre pour le compte du responsable du traitement par un sous-traitant, celui-ci doit justifier des garanties suffisantes. Il incombe au responsable du traitement...
CHAPITRE V : DU TRAITEMENT PORTANT SUR DES CATÉGORIES PARTICULIÈRES DES DONNÉES

Article 16: Le traitement de données biométriques et de données à caractère personnel qui, si elles sont traitées pour ce qu'elles révèlent ou contiennent, révèlent l'origine raciale ou ethnique, la filiation, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, l'apparence syndicale, le sexe ainsi que le traitement des données relatives à la santé et à la vie sexuelle est interdit sauf si :

a) la personne concernée a donné son consentement explicite écrit, que ce soit sur un support papier, support électronique ou tout autre support équivalent, à un tel traitement sauf dans le cas où la loi prévoit que l'interdiction visée à l'article 15 ne peut être levée par le consentement écrit de la personne concernée ;

Le consentement peut être retiré à tout moment sans frais par la personne concernée ;

b) le traitement est nécessaire en vue de respecter les obligations et les droits spécifiques du responsable du traitement en matière de droit du travail ;

c) le traitement est nécessaire à la défense des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne dans le cas où la personne concernée se trouve dans l'incapacité physique ou juridique de donner son consentement ou n'est pas représentée ;

d) le traitement est effectué par des associations dotées de la personnalité juridique ou par des établissements d'utilité publique qui ont pour objet social principal la défense et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en vue de la réalisation de cet objet, à condition que ce traitement soit autorisé par l'ANSCIE et que les données ne soient pas communiquées à des tiers sans le consentement écrit des personnes concernées, que ce soit sur un support papier, support électronique ou tout autre support équivalent ;

a) le traitement est nécessaire à la réalisation
f) le traitement est nécessaire à la constatation, à l’exercice ou à la défense d’un droit en justice ou dans une procédure judiciaire où une enquête pénale est ouverte moyennant des garanties appropriées ;

g) le traitement porte sur des données manifestement rendues publiques par la personne concernée;

h) le traitement est nécessaire à des recherches à des fins historiques, statistiques ou scientifiques. L’ANISCE déterminera les conditions régissant de tels traitements ;

i) le traitement est effectué en exécution des lois relatives à la statistique publique ou d’une décision judiciaire ;

j) lorsque le traitement est nécessaire aux fins de médecine préventive, des diagnostics médicaux, de l’administration de soins ou de traitements soit à la personne concernée, soit à un parent ou de la gestion de services de santé agissant dans l’intérêt de la personne concernée et le traitement est effectué sous la surveillance d’un professionnel des soins de santé ;

k) lorsque le traitement des données à caractère personnel visé au premier alinéa est permis par une loi pour un autre motif important d’intérêt public.

**Article 17** : Le traitement des données à caractère personnel visés à l’article 16 ci-dessus ne peut être effectué que sur consentement écrit de la personne concernée ou lorsque le traitement est nécessaire pour la prévention d’un danger concret ou la répression d’une infraction pénale déterminée, et ce uniquement sous la responsabilité d’un professionnel des soins de santé.

Lors d’un traitement de données à caractère personnel visé au présent article, le professionnel des soins de santé et ses préposés ou mandataires sont soumis au secret professionnel.

**Article 18** : Le traitement de données génétiques ou de données à caractère personnel qui, si elles sont traitées pour ce qu’elles révèlent ou contiennent, sont relatives à la santé est interdit sauf si :
a) la personne concernée a donné son consentement explicite écrit, que ce soit sur un support papier, support électronique ou tout autre support équivalent, à un tel traitement sauf dans le cas où la loi prévoit que l'interruption visée à l'alinéa (ler) ne peut être levée par le consentement écrit de la personne concernée. Ce consentement peut être retiré à tout moment sans frais et sans motivation à moins que cela ne porte atteinte à la personne concernée ou, de manière disproportionnée, aux intérêts du responsable de traitement;

b) le traitement est nécessaire à fin d'exécuter les obligations et les droits spécifiques du responsable du traitement en matière de droit du travail;

c) le traitement est nécessaire à la réalisation d'une finalité fixée par ou en vertu de la loi, en vue de l'application de la sécurité sociale;

d) le traitement est nécessaire à la promotion et à la protection de la santé publique y compris le dépistage;

e) le traitement est rendu obligatoire par ou en vertu d'une loi ou tout acte législatif équivalent pour des motifs d'intérêt public importants;

f) le traitement est nécessaire à la défense des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne dans le cas où la personne concernée en trouve dans l'incapacité physique ou juridique de donner son consentement ou n'est pas représentée;

g) le traitement est nécessaire pour la prévention d'un danger concret ou la répression d'une infraction pénale déterminée;

h) le traitement porte sur des données manifestement rendues publiques par la personne concernée;

i) le traitement est nécessaire à la constatation, à l'exercice et/ou à la défense d'un droit en justice;

j) le traitement est nécessaire à des recherches à des fins historiques, statistiques ou scientifiques dans les conditions déterminées par l'ANSICE;

k) le traitement est nécessaire aux fins de médecine préventive, des diagnostics médicaux, de l'administration de soins ou de traitements soit à la personne concernée, soit à son conjoint ou ses enfants, ou de la gestion de services de santé agissant dans l'intérêt de la personne concernée et les données

- que le traitement relève de règles techniques d'identification des données d'identité ou de données de santé de la personne concernée et peut être rendu impossible en raison de la protection accordée aux données traitées;

- que le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission fondamentale d'intérêt public ou de service public;

- que le traitement est nécessaire à la réalisation d'un objet légitime de l'évolution de la santé publique;

- que le traitement est nécessaire en vertu d'un accord interrubrique ou interministériel pour les besoins des pouvoirs publics ou des institutions de l'État.

- qu'il est nécessaire au maintien d'un service public ou d'un service, d'une activité économique ou d'une activité sociale car il est prévu par une loi ou un règlement du Parlement ou de l'Assemblée nationale.

- lorsque le traitement est nécessaire pour la protection d'un droit légitime des personnes à qui sont transmises les données.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'une obligation légale ou réglementaire.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne physique ou morale.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne physique.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale d'un membre de la famille de la personne concernée.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne physique.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale d'un membre de la famille de la personne concernée.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne physique.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale d'un membre de la famille de la personne concernée.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne physique.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale d'un membre de la famille de la personne concernée.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne physique.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale d'un membre de la famille de la personne concernée.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne physique.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale d'un membre de la famille de la personne concernée.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne physique.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale d'un membre de la famille de la personne concernée.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne physique.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale d'un membre de la famille de la personne concernée.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne physique.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne morale d'un membre de la famille de la personne concernée.

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution d'un contrat entre une entreprise et une personne physique.
sont traitées sous la surveillance d'un professionnel des soins de santé:

**Article 19**: Le traitement des données à caractère personnel visées à l'article 18 ci-dessus ne peut, sauf dans le cas d'un consentement écrit de la personne concernée ou lorsque le traitement est nécessaire pour la prévention d'un danger concret ou la répression d'une infraction pénale déterminée, être effectué uniquement sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé.

**Article 20**: En application des articles 18 alinéa j et k, le traitement de données génétiques et de données à caractère personnel qui, si elles sont traitées pour ce qu'elles révèlent ou contiennent, sont relatives à la santé ne peuvent être traitées que moyennant l'acquittement d'un droit à la personne concernée d'un identifiant patient unique différent de tout autre numéro d'identification par l'autorité publique désignée par la loi pour ce faire.

L'interconnexion de ce numéro avec tout autre numéro identifiant ou permettant d'identifier la personne concernée ne pourra être possible que moyennant l'autorisation expresse de l'ANSPICE.

**Article 21**: Le traitement de données à caractère personnel relatives à des litiges soumis aux cours et tribunaux ainsi qu'aux juridictions administratives, aux fins des poursuites ou des condamnations ayant trait à des infractions, ou à des sanctions administratives ou des mesures de sûreté, est interdit sauf si le traitement est effectué :

a) sous le contrôle d'une authority publique ou d'un officier ministériel ou sous de la loi ou lorsque le traitement est nécessaire à l'exercice de leurs tâches ;

b) par d'autres personnes lorsque le traitement est nécessaire à la réalisation des finalités fixées par ou en vertu d'une loi ;

c) par des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé pour autant que la gestion de leurs propres contentieux l'exige.

**Loi 19**: Si la violation des données génétiques et de données à caractère personnel visées à l'article 18 ci-dessus est constatée, l'autorité publique peut procéder à l'identification de la personne concernée et à l'application d'une sanction pénale.

**Loi 20**: Le traitement des données génétiques et de données à caractère personnel est effectué sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé.

**Loi 21**: Si la violation des données génétiques et de données à caractère personnel visées à l'article 18 ci-dessus est constatée, l'autorité publique peut procéder à l'identification de la personne concernée et à l'application d'une sanction pénale.

**Loi 22**: Le traitement des données génétiques et de données à caractère personnel est effectué sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé.

**Loi 23**: Le traitement des données génétiques et de données à caractère personnel est effectué sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé.

**Loi 24**: Le traitement des données génétiques et de données à caractère personnel est effectué sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé.

**Loi 25**: Le traitement des données génétiques et de données à caractère personnel est effectué sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé.

**Loi 26**: Le traitement des données génétiques et de données à caractère personnel est effectué sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé.

**Loi 27**: Le traitement des données génétiques et de données à caractère personnel est effectué sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé.

**Loi 28**: Le traitement des données génétiques et de données à caractère personnel est effectué sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé.

**Loi 29**: Le traitement des données génétiques et de données à caractère personnel est effectué sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé.

**Loi 30**: Le traitement des données génétiques et de données à caractère personnel est effectué sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé.

**Loi 31**: Le traitement des données génétiques et de données à caractère personnel est effectué sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé.
d) par des avocats ou d'autres conseils juridiques, lorsque la défense de leurs clients l'exige.

Article 22 : Le traitement de données à caractère personnel relatives à des litiges soumis aux tribunaux et aux cours, ainsi qu’aux juridictions administratives, en cas de suspicions, des poursuites ou des condamnations ayant trait à des infractions, ou à des sanctions administratives ou des mesures de sûreté est interdit, sauf si le traitement est nécessaire à des recherches à des fins historiques, statistiques ou scientifiques.

Les conditions régissant de tels traitements sont déterminées par voie réglementaire.

Article 23 : Les personnes qui, en vertu de l'article 21 ci-dessus, sont autorisées à traiter les données à caractère personnel, sont soumises au secret professionnel.

L'alinéa I ci-dessus ne s'applique cependant pas à l'égard du client de l'avocat.

Article 24 : Les données à caractère personnel relatives aux mineurs ne pourront être traitées que dans le respect des règles de représentation et à l'association du mineur à l'exercice de ses droits tels que prévus à l'article 48 de la présente loi.

Article 25 : L'ANSICE peut prévoir des exceptions aux dispositions se rapportant aux mesures de sécurité technique, ainsi qu'à celles liées aux droits de la personne concernée lorsque le traitement est effectué par un avocat, ou toute personne assimilée en vertu du droit national, dans l'exercice de sa mission dans la seule mesure où elles s'avèrent nécessaires pour concilier le droit à la vie privée avec les règles régissant l'exercice de sa mission.

CHAPITRE VI : DU TRAITEMENT PORTANT SUR DES CATEGORIES NON PARTICULIERES DES DONNEES

Article 26 : Le traitement de données à caractère personnel non sensibles est, sans le consentement indubitable de la personne concernée, autorisé s'il est nécessaire :

a) à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de l'article 22 ; Manipulation des données à caractère personnel relatives à des litiges soumis aux tribunaux et aux cours, ainsi qu’aux juridictions administratives, en cas de suspicions, des poursuites ou des condamnations ayant trait à des infractions, ou à des sanctions administratives ou des mesures de sûreté est interdit, sauf si le traitement est nécessaire à des recherches à des fins historiques, statistiques ou scientifiques.

Les conditions régissant de tels traitements sont déterminées par voie réglementaire.

Article 23 : Les personnes qui, en vertu de l'article 21 ci-dessus, sont autorisées à traiter les données à caractère personnel, sont soumises au secret professionnel.

L'alinéa I ci-dessus ne s'applique cependant pas à l'égard du client de l'avocat.

Article 24 : Les données à caractère personnel relatives aux mineurs ne pourront être traitées que dans le respect des règles de représentation et à l'association du mineur à l'exercice de ses droits tels que prévus à l'article 48 de la présente loi.

Article 25 : L'ANSICE peut prévoir des exceptions aux dispositions se rapportant aux mesures de sécurité technique, ainsi qu'à celles liées aux droits de la personne concernée lorsque le traitement est effectué par un avocat, ou toute personne assimilée en vertu du droit national, dans l'exercice de sa mission dans la seule mesure où elles s'avèrent nécessaires pour concilier le droit à la vie privée avec les règles régissant l'exercice de sa mission.

CHAPITRE VI : DU TRAITEMENT PORTANT SUR DES CATEGORIES NON PARTICULIERES DES DONNEES

Article 26 : Le traitement de données à caractère personnel non sensibles est, sans le consentement indubitable de la personne concernée, autorisé s'il est nécessaire :

a) à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de
mesures précontractuelles prises à sa demande ;

b) au respect d’une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis ;

c) à la sauvegarde de l’intérêt vital de la personne concernée ;

d) à l’exécution d’une mission d’intérêt public ou relevant de l’exercice de l’autorité publique, dont est investi le responsable du traitement ou le tiers auxquels les données sont communiquées ;

e) à la réalisation de l’intérêt légitime poursuivi par le responsable du traitement ou le tiers auxquels les données sont communiquées, à condition que ne prévaut pas l’intérêt ou les droits et libertés fondamentaux de la personne concernée, qui peut prétendre à une protection au titre de la présente loi.

Article 27 : L’ANSICE peut préciser les cas où la condition mentionnée à l’article 26, alléé e) ci-dessus, est considérée n’être pas remplie.

Article 28 : Le responsable de traitement s’assure que, à tout instant du traitement, ledit traitement est légitime tant dans son chef que dans celui de son sous-traitant.

CHAPITRE VII : DU TRANSFERT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL VERS UN PAYS NON MEMBRE DE LA CEEAC

Article 29 : Le responsable d’un traitement ne peut transférer des données à caractère personnel vers un autre pays non membre de la CEMAC et de la CEEAC que si cet État assure un niveau de protection suffisant de la vie privée, des libertés et droits fondamentaux des personnes à l’égard du traitement dont ces données font ou peuvent faire l’objet.

Article 30 : Avant tout transfert des données à caractère personnel vers ce pays tiers, le responsable du traitement doit préalablement en informer l’ANSICE.
Article 31 : Par dérogation à l'article 29 ci-dessus, un transfert ou une catégorie de transferts de données à caractère personnel vers un pays non membre de la CEMAC et de la CEEAC et n'assurant pas un niveau de protection adéquat peut être effectué dans un des cas suivants :

a) la personne concernée a indubitablement donné son consentement au transfert envisagé ;

b) le transfert est nécessaire à l'exécution d'un contrat entre la personne concernée et le responsable du traitement ou des mesures préalables à la conclusion de ce contrat, prises à la demande de la personne concernée ;

c) le transfert est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat conclu ou à conclure, dans l'intérêt de la personne concernée, entre le responsable du traitement et un tiers ;

d) le transfert est nécessaire ou rendu juridiquement obligatoire pour la sauvegarde d'un intérêt public important, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice ;

e) le transfert est nécessaire à la sauvegarde d'un intérêt vital de la personne concernée ;

f) le transfert intervient au départ d'un registre public qui, en vertu des dispositions législatives et réglementaires, est destiné à l'information du public et est ouvert à la consultation du public ou de toute personne justifiant d'un intérêt légitime, dans la mesure où les conditions légales pour la consultation sont remplies dans le cas particulier.

Article 32 : Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1er de l'article 31 ci-dessus, l'ANSSICE peut autoriser un transfert ou un ensemble de transferts de données à caractère personnel vers un pays non membre de la CEMAC ou de la CEEAC et n'assurant pas un niveau de protection adéquat, lorsque le responsable du traitement offre des garanties suffisantes au regard de la protection de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes, ainsi qu'à l'égard de l'exercice des droits..

Article 33 : Conformément à l'article 29 ci-dessus, l'ANSSICE peut autoriser un transfert ou un ensemble de transferts de données à caractère personnel vers un pays non membre de la CEMAC ou de la CEEAC et n'assurant pas un niveau de protection adéquat, lorsque le responsable du traitement offre des garanties suffisantes au regard de la protection de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes, ainsi qu'à l'égard de l'exercice des droits.

Article 34 : Conformément à l'article 31 ci-dessus, l'ANSSICE peut autoriser un transfert ou une catégorie de transferts de données à caractère personnel vers un pays non membre de la CEMAC ou de la CEEAC et n'assurant pas un niveau de protection adéquat, lorsque le responsable du traitement offre des garanties suffisantes au regard de la protection de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes, ainsi qu'à l'égard de l'exercice des droits.
CHAPITRE VIII : DE L’INTERCONNEXION DES FICHIERS COMPORTANT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Article 33 : L’interconnexion des fichiers relevant d’une ou de plusieurs personnes morales gérant un service public et dont les finalités correspondent à des intérêts publics différents doit faire l’objet d’une autorisation de l’ANSICE. Il en est de même pour les traitements mis en œuvre par l’Etat aux fins de mettre à la disposition des usagers de l’administration un ou plusieurs services à distance dans le cadre de l’administration électronique.

L’interconnexion de fichiers relevant de personnes privées et dont les finalités sont différentes est également soumise à l’autorisation préalable de l’ANSICE.

L’interconnexion doit permettre d’atteindre des objectifs légaux ou statutaires présentant un intérêt légitime pour les responsables des traitements et/ou des personnes concernées. Elle ne doit pas entraîner de discrimination ou de réduction des droits, libertés et garanties pour les personnes concernées et doit tenir compte du principe de pertinence des données faisant l’objet de l’interconnexion.

Article 34 : La demande d’autorisation d’interconnexion comprend toute information sur :

a) la nature des données à caractère personnel objet de l’interconnexion ;

b) la finalité pour laquelle l’interconnexion est considérée nécessaire ;

c) la durée pour laquelle l’interconnexion est permise ;

d) les conditions et les termes au regard de la protection la plus efficace des droits et des libertés notamment du droit à la vie privée des personnes concernées ou des tiers.

e) l’autorisation peut être renouvelée après une demande des responsables du traitement.
المادة 35: حينما تكون البيانات ذات الطابع الشخصي قد جمعت بصورة مباشرة لدى الشخص المعني، فإن مسؤول المجلة عليه أن يقدم للشخص أثناء الجمع فيما كانت الوسائل المعلومات التالية:
أ- موية مسؤول المجلة وعند الاقتضاء قوية يمثل نائب المجلة
ب- الغالبية أو الغالبات المحددة للمجلة التي وجبت إليها البيانات
ج- فئات البيانات المعنية
د- الشخص أو الأشخاص الذين يمكن أن ترسل إلى هذه البيانات
ه- إن الموضوع الذي طلب لا يمكن أن يظهر في البطاقة
و- وجود حق الحصول على البيانات التي تخصه أو
حق التعديل في هذه البيانات
ز- مدة المحافظة على هذه البيانات
ح- تحميل المتوقع للبيانات الموجهة إلى دولة ثالثة

المادة 36: في حالة ما إذا كان البيانات ذات الطابع الشخصي لم يتم جمعها لدى الشخص المعني فإن المعلومات المذكورة في المادة 35 أعلاه يجب أن تحال إليه في وقت تسجيل البيانات أو إذا كان الاتصال المتوقع إلى أبعد زمن أول اتصال مع طرف ثالث.
المادة 37: إن مسؤول المجلة أو نائبه مطلوب بمعرفة جميع المستعمرين بشبكة الاتصالات الإلكترونية بصورة واضحة وكاملة:
- اللغة من كل عمل يهدف عن طريق الاتصال الإلكتروني إلى معلومات مخزنة في أجهزته البيانات للمنشآت أو كتبت فإن الطرق معلومات في
- أجهزته بيانات المخزنة
Les moyens dont il dispose pour s'y opposer.

Ces dispositions ne sont pas applicables si l'accès aux informations stockées dans l'équipement terminal de l'utilisateur ou l'inscription d'informations dans l'équipement de l'utilisateur :

- a) pour finalité exclusive de permettre ou faciliter la communication par voie électronique ;
- b) est strictement nécessaire à la fourniture d'un service de communication en ligne à la demande expresse de l'utilisateur.

c)

Section 2 : Du droit d'accès

Article 38 : Toute personne physique dont les données à caractère personnel font l'objet d'un traitement a le droit de demander par quel moyen de support que soit, au responsable de ce traitement, de lui fournir gratuitement :

- a) les informations permettant de connaître et de contester éventuellement le traitement ;
- b) la confirmation que des données à caractère personnel la concernant font ou non l'objet de ce traitement ;
- c) la communication des données à caractère personnel qui la concernent ainsi que de toute information disponible quant à l'origine de celles-ci ;
- d) des informations relatives aux finalités du traitement, à la base juridique du traitement, aux catégories de données à caractère personnel traitées et aux destinataires ou aux catégories de destinataires auxquels les données sont communiquées ;
- e) le cas échéant, des informations relatives aux transferts de données à caractère personnel envisagés à destination de pays tiers.

Article 39 : La personne concernée a droit à la remise d'une copie des données à caractère personnel la concernant. Le responsable du traitement peut sous conditions la remise de cette copie ou paiement d'une somme qui ne peut excéder le coût de la reproduction.

En cas de risque de dissimulation ou de disparition des données à caractère personnel, la personne concernée...
peut en informer l'ANSICE qui prend toutes mesures nécessaires de nature à éviter cette dissimulation ou cette disparition.

**Article 40 :** Toute personne qui, dans l'exercice de son droit d'accès, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

**Article 41 :** Toute personne physique dont les données à caractère personnel relatives à sa santé font l'objet d'un traitement, a le droit d'obtenir, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un professionnel de santé, la communication de ces données.

**Article 42 :** Le droit d'accès d'un patient est exercé par le patient lui-même ou par l'intermédiaire d'un professionnel de santé qu'il désigne. En cas de décès du patient, son conjoint non séparé de corps et/ou ses enfants.

S'il s'agit d'un mineur, ses père et mère, peuvent exercer, par l'intermédiaire d'un professionnel de santé qu'ils désignent, le droit d'accès.

**Article 43 :** Le responsable du traitement peut refuser d'accéder aux demandes d'accès aux données à caractère personnel si elles sont manifestement abusives, notamment par leur nombre, leur caractère répétitif ou systématique. En cas de contestation, la charge de la preuve du caractère manifestement abusif des demandes incombe au responsable du traitement auprès duquel elles sont adressées.

**Article 44 :** Par dérogation aux articles 38 et suivants de la présente loi, lorsqu'un traitement interesse la sûreté de l'Etat, la défense ou la sécurité publique, le droit d'accès s'exerce dans les conditions suivantes :

a) la demande est adressée à l'ANSICE qui désigne l'un de ses membres appartenant ou ayant appartenu à la Cour Suprême pour mener les investigations nécessaires. Celui-ci peut se faire assistier d'un autre agent de l'ANSICE et le requérant est notifié des résultats des vérifications auxquelles il a été procédé ;

b) lorsque l'ANSICE constate, en accord avec le responsable du traitement, que la communication des données qui y sont contenues ne met pas en cause ses finalités, la sûreté de l'État, la défense ou la sécurité

**Article 45 :** 1. **Éviter la dissimulation ou cette disparition.**

2. **Police** : Tout organisme de police ou de gendarmerie qui, dans l'exercice de ses missions, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

3. **Police** : Tout organisme de police ou de gendarmerie qui, dans l'exercice de ses missions, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

4. **Police** : Tout organisme de police ou de gendarmerie qui, dans l'exercice de ses missions, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

5. **Police** : Tout organisme de police ou de gendarmerie qui, dans l'exercice de ses missions, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

6. **Police** : Tout organisme de police ou de gendarmerie qui, dans l'exercice de ses missions, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

**Article 46 :** 1. **Éviter la dissimulation ou cette disparition.**

2. **Police** : Tout organisme de police ou de gendarmerie qui, dans l'exercice de ses missions, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

3. **Police** : Tout organisme de police ou de gendarmerie qui, dans l'exercice de ses missions, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

4. **Police** : Tout organisme de police ou de gendarmerie qui, dans l'exercice de ses missions, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

5. **Police** : Tout organisme de police ou de gendarmerie qui, dans l'exercice de ses missions, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

6. **Police** : Tout organisme de police ou de gendarmerie qui, dans l'exercice de ses missions, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

**Article 47 :** 1. **Éviter la dissimulation ou cette disparition.**

2. **Police** : Tout organisme de police ou de gendarmerie qui, dans l'exercice de ses missions, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

3. **Police** : Tout organisme de police ou de gendarmerie qui, dans l'exercice de ses missions, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

4. **Police** : Tout organisme de police ou de gendarmerie qui, dans l'exercice de ses missions, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

5. **Police** : Tout organisme de police ou de gendarmerie qui, dans l'exercice de ses missions, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.

6. **Police** : Tout organisme de police ou de gendarmerie qui, dans l'exercice de ses missions, a des raisons sérieuses d'alléger que les données qui lui ont été communiquées ne sont pas conformes aux données traitées, peut en informer l'ANSICE qui procède aux vérifications nécessaires.
publique, ces données peuvent être communiquées au requérant :
c) lorsque le traitement est susceptible de comprendre des informations dont la communication ne mettrait pas en cause les fins qui lui sont assignées. L’acte réglementaire portant création du fichier peut prévoir que ces informations peuvent être communiquées au requérant par le gérant du dossier directement saisi.

CHAPITRE II : DU DROIT D’OPPOSITION

Article 45 : Toute personne physique a le droit de s’opposer, pour des motifs légitimes, à ce que des données à caractère personnel la concernant fussent l’objet d’un traitement.
La personne concernée a le droit, d’une part, d’être informée avant que des données la concernant ne soient pour la première fois communiquées à des tiers ou utilisées pour le compte de tiers à des fins de prospection et, d’autre part, de se voir expressément offrir le droit de s’opposer, gratuitement, à ladite communication ou utilisation.

Les dispositions de l’alinéa 1 du présent article ne s’appliquent pas lorsque le traitement répond à une obligation légale.

CHAPITRE III : DU DROIT DE RECTIFICATION ET DE SUPPRESSION

Article 46 : Toute personne physique peut exiger du responsable d’un traitement que soient communiquées, selon les cas, rectifiées, complétées, mises à jour, verrouillées ou supprimées les données à caractère personnel la concernant et qui sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées, ou dont la collecte, l’utilisation, la communication ou la conservation sont interdites.
Lorsque l’intéressé en fait la demande par écrit, quel que soit le support, le responsable du traitement doit justifier, sans frais pour le demandeur, qu’il a procédé aux opérations exigées en vertu de l’alinéa précédent dans un délai d’un (1) mois après l’enregistrement de la demande sous peine de plainte de l’intéressé auprès de l’ANSPCE.
Article 47 : Le responsable du traitement a l'obligation de notification aux tiers auxquels les données ont été communiquées de toute rectification, tout effacement ou toute limitation temporaire ou définitive d'accès auxdites données conformément à l'alinéa ci-dessus, si cela ne s'avère pas impossible ou ne suppose pas un effort disproportionné.

CHAPITRE IV : DE LA REPRESENTATION DE LA PERSONNE CONCERNÉE

Article 48 : Si la personne concernée est mineure, les droits fixés par la présente loi sont exercés par le parent exerçant l'autorité parentale sur le mineur ou par son tuteur.

Suivant son âge et sa maturité, le mineur doit être associé à l'exercice de ses droits.

Article 49 : En cas d'incapacité physique ou mentale dûment attestée par un professionnel de la santé, les droits d'une personne concernée majeure, tels que fixés par la présente loi, sont exercés par l'époux cohabitant, le partenaire cohabitant légal ou la partenaire cohabitante de fait.

Dans le cas où cette personne ne souhaite pas intervenir ou si elle fait défaut, les droits sont exercés, en ordre subséquent, par un enfant majeur, un parent, un frère ou une sœur majeure de la personne concernée.

S'il s'avère que le représentant cité dans l'alinnéa précédent ne souhaite pas intervenir ou s'il fait défaut, c'est un tuteur ad hoc désigné par le Tribunal compétent qui veille aux intérêts de la personne concernée.

La disposition de l'alinnéa précédent s'applique également en cas de conflit entre deux ou plusieurs des personnes mentionnées dans le présent article.

Article 50 : La personne concernée est associée à l'exercice de ses droits autant qu'il est possible et compte tenu de sa capacité de compréhension.
TI T R E I V : DES FORMALITÉS NÉCESSAIRES AU TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

CHAPITRE I : DES ACTES NÉCESSAIRES

Article 51 : Les traitements des données à caractère personnel opérés pour le compte de l’État,
d’un établissement public ou d’une collectivité locale ou
ou d’une personne morale de droit privé gérant un service
public sont décidés par acte législatif ou réglementaire
pris après avis motivé de l’ANISCE.

Ces traitements portent sur :
a) la sûreté de l’État, la défense ou la sécurité publique ;
b) la prévention, la recherche, la constatation ou la poursuite des infractions pénales ou l’exécution des
condamnations pénales ou des mesures de sûreté ;
c) le recensement de la population ;
d) les données à caractère personnel faisant
apparaître, directement ou indirectement,
les origines raciales, ethniques ou
ou régionales, la filiation, les opinions
politiques, philosophiques ou religieuses
ou l’appartenance syndicale des
personnes, ou qui sont relatives à leur
santé ou à leur vie sexuelle ;
e) le traitement de salaires, pensions,
imponds, taxes et autres liquidations.

Article 52 : Le traitement des données ci-après
sont soumis à l’obtention préalable d’une
autorisation de l’ANISCE.
a) le traitement des données à caractère
personnel portant sur des données
génétiques, biométriques et sur la recherche
dans le domaine de la santé ;
b) le traitement des données à caractère
personnel portant sur des données relatives
aux infractions, condamnations ou mesures de
sûreté ;

Section I : les conditions de bonne foi

La matière 51 : les traitements des données à caractère
personnel qui
sont opérés pour le compte de l’État,
d’un établissement public ou d’une collectivité locale ou
ou d’une personne morale de droit privé gérant un service
public sont décidés par acte législatif ou réglementaire
pris après avis motivé de l’ANISCE.

Ces traitements portent sur :
a) la sûreté de l’État, la défense ou la sécurité publique ;
b) la prévention, la recherche, la constatation ou la poursuite des infractions pénales ou l’exécution des condamnations pénales ou des mesures de sûreté ;
c) le recensement de la population ;
d) les données à caractère personnel faisant
apparaître, directement ou indirectement,
les origines raciales, ethniques ou
ou régionales, la filiation, les opinions
politiques, philosophiques ou religieuses
ou l’appartenance syndicale des
personnes, ou qui sont relatives à leur
santé ou à leur vie sexuelle ;
e) le traitement de salaires, pensions,
imponds, taxes et autres liquidations.

La matière 52 : les traitements des données ci-après
sont soumis à l’obtention préalable d’une
autorisation de l’ANISCE.
a) le traitement des données à caractère
personnel portant sur des données
génétiques, biométriques et sur la recherche
dans le domaine de la santé ;
b) le traitement des données à caractère
personnel portant sur des données relatives
aux infractions, condamnations ou mesures de
sûreté ;

Section II : les conditions de bonne foi

La matière 51 : les traitements des données à caractère
personnel qui
sont opérés pour le compte de l’État,
d’un établissement public ou d’une collectivité locale ou
ou d’une personne morale de droit privé gérant un service
public sont décidés par acte législatif ou réglementaire
pris après avis motivé de l’ANISCE.

Ces traitements portent sur :
a) la sûreté de l’État, la défense ou la sécurité publique ;
b) la prévention, la recherche, la constatation ou la poursuite des infractions pénales ou l’exécution des condamnations pénales ou des mesures de sûreté ;
c) le recensement de la population ;
d) les données à caractère personnel faisant
apparaître, directement ou indirectement,
les origines raciales, ethniques ou
ou régionales, la filiation, les opinions
politiques, philosophiques ou religieuses
ou l’appartenance syndicale des
personnes, ou qui sont relatives à leur
santé ou à leur vie sexuelle ;
e) le traitement de salaires, pensions,
imponds, taxes et autres liquidations.
c) le traitement des données à caractère personnel ayant pour objet une interconnexion de fichiers, telle que définie aux articles 33 et 34 de la présente loi ;

d) le traitement portant sur un numéro national d’identification ou sur tout autre identifiant de la même nature ;

e) le traitement des données à caractère personnel ayant un motif d’intérêt public notamment à des fins historiques, statistiques ou scientifiques.

Article 53 : En dehors des cas prévus à l’article 52 ci-dessus, les traitements de données à caractère personnel font l’objet d’une déclaration écrite par quel que support que ce soit, auprès de l’ANSICE.

CHAPITRE II : DES FORMALITÉS DE DEMANDES D’AVIS, DES DÉclarations ET DES AUTorisATIONS

Article 54 : Les demandes d’avis, les déclarations et les demandes d’autorisation doivent préciser :

a) l’identité et l’adresse du responsable du traitement ou, si celui-ci n’est pas établi sur le territoire d’un pays membre de la CEEAC et de la CEMAC, celles de son représentant dûment mandaté ;

b) la ou les finalité(s) du traitement ainsi que la description générale de ses fonctions ;

c) les interconnexions envisagées ou toutes autres formes de mise en relation avec d’autres traitements ;

d) les données à caractère personnel traitées, leur origine et les catégories de personnes concernées par le traitement ;

e) la durée de conservation des données traitées ;

f) le ou les services chargés de mettre en œuvre le traitement ainsi que les catégories de personnes qui, en raison de leurs fonctions ou pour les besoins du service, ont directement accès aux données enregistrées ;

g) les destinataires habilités à recevoir communication des données ;

h) la fonction de la personne ou le service

Le chapitre suivant a été ajouté :

Article 55 : Article 55 : En outre, dans le cas où l’utilisateur de la base de données établie dans un pays d’Afrique, du Moyen-Orient ou de l’Europe, n’est pas établi dans un pays d’Afrique, du Moyen-Orient ou de l’Europe, il est nécessaire de compléter la déclaration d’établissement avec les informations suivantes :

a) le nom et l’adresse de l’établissement dans lequel l’utilisateur de la base de données est établi ;

b) le nombre de personnes concernées par le traitement ;

c) l’objectif du traitement de données à caractère personnel ;

d) les données à caractère personnel traitées, leur origine et les catégories de personnes concernées par le traitement ;

e) la durée de conservation des données traitées ;

f) le ou les services chargés de mettre en œuvre le traitement ainsi que les catégories de personnes qui, en raison de leurs fonctions ou pour les besoins du service, ont directement accès aux données enregistrées ;

g) les destinataires habilités à recevoir communication des données ;

h) la fonction de la personne ou le service

Il est précisé que les demandes de l’établissement doivent être adressées à l’ANISCE.

Appendices :

Appendice A : Exemple de déclaration d’établissement

Appendice B : Exemple de déclaration de traitement de données à caractère personnel

Appendice C : Exemple de déclaration de communication des données

Appendice D : Exemple de déclaration de conservation des données

Appendice E : Exemple de déclaration de destruction des données

Appendice F : Exemple de déclaration de personnel habilité à recevoir communication des données

Appendice G : Exemple de déclaration de fonction de la personne ou du service
Article 55: للاذن، أو الإعلان أو الطلب، يجب أن يكون مرسلاً إلى L’ANISCE بالبريد الإلكتروني أو بالبريد السريع.
L’ANISCE يمكن أن تكون مرسى للشخص أو المعهد، أو شريكه، أو جهة أخرى من خلال البريد الإلكتروني أو البريد السريع.

Article 56: L’ANISCE se prononce dans un délai d’un (1) mois à compter de la réception de la demande d’avis ou d’autorisation. Toutefois, ce délai peut être prorogé ou non sur décision motivée de l’ANISCE.

Article 57: Pour les catégories les plus courantes de traitement des données à caractère personnel qui sont sous la responsabilité de L’ANISCE, il est nécessaire de prendre des mesures pour garantir la sécurité des données et d’assurer leur protection.

Article 58: Sont dispensés des formalités préalables prévues aux articles précédents:

a) les traitements mentionnés à l’article 3 de la présente loi;
b) les traitements qui ont un objet la tenue d’un registre qui est destiné à un usage exclusivement privé;
c) les traitements mis en œuvre par une association ou tout organisme à but non lucratif et à caractère religieux, philosophique, politique ou syndical dès lors que ces données correspondent à l’objet social de cette association ou de cet organisme, qu’elles ne concernent que leurs membres et qu’elles ne doivent pas être communiquées à des tiers.

المادة 55: إن الافصاح والإشعارات أو طلب الاقتراح يمكن أن يوجه إلى الوكالة أو الضرر الإلكترونية أو الرسائل البريدية.
إن الوكالة يمكن أن تكون من طرف أي شخص يتصور بأنه أو من طرف محايد أو من طرف شخص آخر طبيعي أو معنويا مخول في ذلك.
المادة 56: إن الوكالة يمكن أن تكون في طرف شهادة واحد، بدءًا من تاريخ إعلان طلب الافصاح أو الاقتراح.
وإلا فإن هذه المادة يمكن تمديدها أمن لا يقتصر على الوكالة.
المادة 57: بالنسبة للطبقات الأكثر استعمالًا في مجالات البيانات ذات الطابع الشخصي التي تطبقيها ليس قبل للطعن في الطبيعة الخاصة أو في الجرائم يمكن إعدادها بالطرق اللائقة وتنتشر بالآساليب المطلوبة للتكريات البيانات.
المادة 58: يكون معينين من الإجراءات المصممة الواردة في المواد المذكورة أعلاه:
أ. المعلومات الواردة في المادة 3 من هذا القانون.
ب. المعلومات التي لها هدف واحد وهو إعداد سجل موجه إلى شخص معين من المعلومات.
ج. المعلومات التي تنفذ من طرف جمعية أو منظمة ذات هدف غير جزائي وتعتبر ديون أسماء سياسي أو نقاي في غرض هذه البيانات مع الهدف الاجتماعي لهذه الجمعية أو هذه المنظمة التي لا تعي إلا أعضائها ولا يمكن أن تبلغ إلى طرف ثالث.
TITRE V : DES OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT ET DU SOUS-TRAITANT

CHAPITRE I : DE L'OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET DE SECURITE

Article 59 : Le traitement des données à caractère personnel est confidentiel. Il est effectué exclusivement par des personnes qui agissent sous l'autorité du responsable du traitement ou sous celle de son sous-traitant et seulement sur ses instructions.

En vue du traitement des données à caractère personnel, le responsable de traitement ou son sous-traitant doit choisir des personnes présentant, au regard de la préservation de la confidentialité des données, toutes les garanties tant de connaissances techniques et juridiques que d'intégrité personnelle. Un engagement écrit des personnes amenées à traiter de telles données à respecter la présente loi doit être signé.

Article 60 : Le responsable du traitement et/ou son sous-traitant sont tenus de mettre en œuvre les mesures techniques et d'organisation appropriées pour protéger les données à caractère personnel, notamment, pour empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès. Il prend, en particulier, toute mesure visant à :

a) garantir que, pour l'utilisation d'un système de traitement automatisé de données, les personnes autorisées ne puissent accéder qu'aux données à caractère personnel relevant de leur compétence ;

b) garantir que puisse être vérifiée et constatée l'identité des tiers auxquels des données à caractère personnel peuvent être transmises ;

c) garantir que puisse être vérifiée et constatée a posteriori l'identité des personnes ayant eu accès au système d'information et quelles données ont été lues ou introduites dans le système, à quel moment et par quelle personne ;

d) empêcher toute personne non autorisée d'accéder aux locaux et aux équipements utilisés pour le traitement des données ;

e) empêcher que des supports de données puissent être lus, copiés, modifiés, détruits ou
déplacés par une personne non autorisée ;
f) empêcher l’introduction non autorisée de toute
donnée dans le système d’information ainsi que
toute prise de connaissance, toute
t modification ou tout effacement non autorisés
de données enregistrées ;
g) empêcher que des systèmes de traitements de
données puissent être utilisés par des
personnes non autorisées à l’aide
d’installations de transmission de données ;
h) empêcher que, lors de la communication de
données et du support de données, les données puissent être lues,
copiées, modifiées ou effacées de façon non
autorisée ;
i) sauvegarder les données par la constitution
de copies de sécurité ;
j) refraîchir et si nécessaire convertir les
données pour un stockage pérenne.

Article 61 : Le responsable de traitement et/ou son
subordonnés doivent notifier, sans délai, à l’ANSE et à
la personne concernée toute rupture de la sécurité
ayant affecté les données à caractère personnel de la
personne concernée.

Article 62 : Le contrat entre le sous-traitant et
le responsable de traitement doit comporter l’indication
des obligations incombant au sous-traitant en matière
de protection de la sécurité et de la confidentialité des
données et prévoit que le sous-traitant ne peut agir que
sur instructions du responsable du traitement.

CHAPITRE II : DE L’OBLIGATION DE CONSERVATION
ET DE PERENNE

Article 63 : Les données à caractère personnel doivent
être conservées pendant une durée fixée par un texte
réglementaire et uniquement pour les fins en vue
desquelles elles ont été recueillies.

Article 64 : Le responsable du traitement est tenu de
prendre toute mesure utile pour assurer que les
données à caractère personnel traitées pourront être
exploitées quel que soit le support technique utilisé.
Il doit particulièrement s’assurer que l’évolution de la
technologie ne sera pas un obstacle à cette
exploitation.

حذف وسائط تخزين البيانات من قبل الأشخاص غير
محصرين لهم;
وعبر إدخال بيانات غير ممحورة بها في نظام المعلومات
على أن تكون وصفها، أو التغيير، أو الحذف غير
محصورة للذكاء البيانات المسجلة.
عن استخدام معالجة البيانات من قبل أشخاص غير م محصرون
يمكن قراءة، نسخ، تعديل أو حذف بيانات مسجلة
في وسائط حفظ بطريقة غير محصورة بها أثناء عملية
النقل.
(ط) حفظ البيانات عن طريق إنشاء نسخ احتياطية.

(ي) حيث أتضح أن هذه البيانات من أجل تخزين دائم.
المادة 61 : على مسؤولية وحدة المعالجة و/أو المقاول إشعار
وكالة المخابرات و/أو الشخص المعني، على الفور، بأي تعطيل
عملي او تدهور في البيانات ذات الطابع الشخصي منفرد المعني.
المادة 62 : يجب أن يتضمن العقد المبرم بناءاً على الاتفاقية
الباطنية بين المقاول ومسؤول معالجة البيانات، التزامات في
مجال حماية السرية وسرية البيانات، كما يتضمن أيضاً
أن المقاول يمكن أن يتصرف بناء على التعليمات من
مسؤول المعالجة.

الفصل الثالث: عن إلتزام الحفظ والاستخدام
المادة 63 : يجب أن يتم حفظ البيانات الشخصية لفترة
محددة، بموجب نص تنظيمي لواحدة من أجل الغية التي
جمع من أجلها.
المادة 64 : على مسؤولية المعالجة اتخاذ جميع التدابير اللازمة
لضمان أن البيانات الشخصية التي تم معالجتها يمكن
استغلالها بما كانت الوثيقة التقنية المستخدمة.
كما يمكن أن نذكر خاصة أن تطور التكنولوجيا لن تكون
آمنة أمام هذا الاستغلال.

24
الفصل الثالث: عن الزمالة الإشهار والإعلام

القسم الأول: عن الإشهار

المادة 65: على مسؤولية التراخيص أو ممثله الشرعي، أن يخطر وكالة ANSI-CPE مسبقاً، بتنفيذ عملية معالجة أو مجموعة من مثل هذه العمليات تهدف تصب إلى نفس الغاية أو تتعلق بنفس الغرض.

وينبغي أن يتم إخطار وكالة ANSI-CPE، بما تغيير يؤثر على المعلومات المشار إليها في المادة 70 أدناه.

المادة 66: لا تطبق المادة السابقة في المعالج ذات الغاية الوحيدة التي هو فحص سبيل وصول مراقب أو نص تشرعي مماثل، بهدف أنه موجبة لإذلال الجمهور، وتفتيح للإطلاع وللبحث فيه من الجمهور، أو لكل من يبرر مصلحة شرعية.

المادة 67: إذا كان وكالة ANSI-CPE إعطاء فائدة معينة من البيانات الشخصية من الإشارة المذكورة في هذه المادة إذا: (أ) أنظر إلى البيانات التي تمت معالجتها، ليس هناك خطر، لإنهاء الحقوق والعريشة الحريات، للأفراد الذين يعتبرون أنه تم التجديد وغيرات المعالجة، وفوات النافذة، فوات البيانات التي تمت معالجتها، فوات الأشخاص المعنيين، فوات المستفيدين.

وأ ب) عندما يعين موظف البيانات مفوض لحماية البيانات الشخصية لضمان أن حماية المعالجة لا تنتهك حقوق أفراد الأشخاص المعنيين، وهو مكلف خاصة بـ (ب) ضمان: إبقاء مستقل التطبيق الداخلي لأحكام هذا القانون.

(ب) ب) - فتح سبيل المعالجة الذي قام بها مسؤول المعالجة، وتحوي على المعلومات المشار إليها في المادة 70 أدناه.

المادة 68: إن معاملة البيانات التي تمت على أي السلطات...
Article 68 : Les traitements effectués par les autorités publiques ne peuvent faire l’objet d’aucune dérogation ou simplification prévue à l’article 57 ci-dessus.

Article 69 : Le bénéfice de la simplification ou de l’exonération de l’obligation de notification ne dispense pas le responsable du traitement de données à caractère personnel d’aucune des autres obligations découlant de la présente loi.

Article 70 : La notification doit contenir, au moins, les informations suivantes :

a) le nom et l’adresse du responsable du traitement et, le cas échéant, de son représentant légal ;

b) la ou les finalités du traitement ;

c) les données à caractère personnel traitées, leur origine et les catégories de personnes concernées par le traitement ;

d) une description de la ou des catégories de personnes concernées et des données ou des catégories de données y rapportant ;

e) le ou les services chargés de mettre en œuvre le traitement ainsi que les catégories de personnes qui, en raison de leurs fonctions ou pour les besoins du service, ont directement accès aux données enregistrées ;

f) les interconnexions envisagées ou toutes autres formes de mise en relation avec d’autres traitements ;

g) la durée de conservation des données traitées ; les destinataires ou les catégories de destinataires auxquels les données sont susceptibles d’être communiquées ;

h) l’indication du recours à un sous-traitant ;

i) les transferts de données envisagées à destination de pays tiers ;

j) une description générale permettant d’apprécier de façon préliminaire le caractère approprié des mesures prises pour assurer la sécurité du traitement en application des articles 59, 60 et 61 ci-dessus.

Article 71 : D’autres informations non contenues dans le précédent article et jugées nécessaires dans le cadre de la notification pourront être précisées par voie réglementaire.
Article 72 : L'ANSICE détermine les catégories de traitements qui présentent des risques particuliers au regard des droits et libertés fondamentaux des personnes concernées et qui requièrent son autorisation.

Section 2 : De l'obligation d'information

Article 73 : L'ANSICE prend les mesures nécessaires pour porter à la connaissance du public les traitements qui lui ont été notifiés ou acceptés par elle.

Article 74 : Afin de remplir l'obligation prévue à l'article 73 ci-dessus, l'ANSICE tient un répertoire des traitements notifiés tel que cela est fixé par l'article 6, alinéa 1) de la loi portant création de l'ANSICE.

Le répertoire doit contenir au minimum les informations énumérées à l'article 70 ci-dessus. Le répertoire peut être consulté par toute personne.

Article 75 : Dans le cas des traitements exonérés de notification en vertu de l'article 66 de la présente loi, le responsable du traitement ou son sous-traitant communique sous une forme appropriée à toute personne qui en fait la demande au moins les informations visées à l'article 70 ci-dessus.

Cette obligation ne s'applique pas aux traitements ayant pour seul objet la tenue d'un registre qui, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, est destiné à l'information du public et est ouvert à la consultation du public ou de toute personne justifiant d'un intérêt légitime.

TITRE VI : DES SYSTEMES D'ALERTE PROFESSIONNELLE, DU CODE DE CONDUITE, DES SANCTIONS ET DES RECOURS

CHAPITRE I : DES SYSTEMES D'ALERTE PROFESSIONNELLE

Article 76 : Les règles régissant les systèmes d'alerte professionnelle dans le cadre de la protection des données à caractère personnel sont établies par l'ANSICE.
Article 77 : La personne mise en cause dans le cadre d’un traitement des données à caractère personnel doit être informée le plus rapidement possible par l’ANISCE de l’existence d’un signalement et des faits qui lui sont reprochés afin de lui permettre d’exécuter ses droits prévus par la présente loi.

L’information de la personne mise en cause peut être reportée dans des circonstances exceptionnelles telles que le risque de destruction de preuves.

CHAPITRE II : DU CODE DE CONDUITE

Article 78 : L’ANISCE doit encourager à l’élaboration de codes de conduites destinées à contribuer, en fonction de la spécificité des secteurs, à la bonne application des dispositions de la présente loi.

Article 79 : Les associations professionnelles et les autres organisations d’autres catégories de responsables du traitement qui ont élaboré des projets de codes nationaux ou qui ont l’intention de modifier ou de proroger des codes nationaux existants doivent les soumettre à l’autorisation de l’ANISCE.

L’ANISCE doit s’assurer, entre autres, de la conformité des projets qui lui sont soumis avec les dispositions de la présente loi. Elle recueille, si elle estime nécessaire, les observations des personnes concernées ou celles de leurs représentants.

CHAPITRE III : DES SANCTIONS

Section 1 : Des sanctions administratives

Article 80 : L’ANISCE peut prononcer les mesures suivantes :

a) un avertissement à l’égard du responsable du traitement qui ne respecte pas les obligations découlant de la présente loi ;

b) une mise en demeure de faire cesser les manquements concernés dans le délai qu’elle fixe ;

c) des pénalités en conformité avec les manquements constatés.

Le montant des pénalités est fixé par voie réglementaire et leur recouvrement est effectué conformément à la législation relative au recouvrement.

La modale 77 : le personnel de la matière en matière de protection des données concernant le traitement des données. Il est prévu que le traitement des données à caractère personnel doit être réalisé dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables. L’ANISCE est chargée de veiller à la conformité des traitements avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La modale 78 : l’ANISCE est chargée de promouvoir la protection des données à caractère personnel. Elle peut établir des recommandations et des codes de conduite pour garantir la protection des données.

La modale 79 : les associations professionnelles et les autres organisations peuvent élaborer des codes de conduite pour garantir la protection des données. Ces codes doivent être soumis à l’autorisation de l’ANISCE.

Article 81: En cas d'urgence, et lorsque la mise en œuvre d'un traitement ou l'exploitation de données personnelles entraîne une violation de droits et libertés, l'ANSICF, après procédure contradictoire, peut décider :

a) de l'interruption de la mise en œuvre du traitement pour une durée maximale de trois (3) mois ;

b) du verrouillage pour une durée maximale de trois (3) mois de certaines données à caractère personnel traitées ;

c) de l'interdiction temporaire ou définitive d'un traitementcontraire aux dispositions de la présente loi.

Section II: Des sanctions pénales

Article 82: Est puni d'une peine d'emprisonnement de trois (3) mois à un (1) an et d'une amende d'un (1) million à dix (10) millions de francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, tout membre de l'ANSICF ou tout membre du personnel de l'ANSICF, ou tout expert reçu par elle qui a violé l'obligation de confidentialité à laquelle il est astreint aux termes de l'article 21 de la loi portant création de l'ANSICF.

Article 83: Est puni d'une peine d'emprisonnement de trois (3) mois à un (1) an et d'une amende d'un (1) million à dix (10) millions de francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, le responsable du traitement, son représentant, son préposé ou mandataire qui n'a pas respecté une des obligations prévues aux articles 59, 60, et 61 de la présente loi.

Article 84: Est puni d'une peine d'emprisonnement de trois (3) mois à un (1) an et d'une amende d'un (1) million à dix (10) millions de francs, ou de l'une de ces deux peines seulement :

a) le responsable du traitement, son représentant, son préposé ou mandataire qui traite des données à caractère personnel en infraction aux conditions imposées par les articles 8, 9, 10, 11 et 12 de la présente loi ;

b) le responsable du traitement, son représentant, son préposé ou mandataire qui a traité des données en violation des articles 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, et 24 de la présente loi ;

c) le responsable du traitement, son
représentant, son préposé ou mandataire qui n’a pas respecté les obligations prévues à l’article 35 de la présente loi :

d) le responsable du traitement, son représentant, son préposé ou mandataire, qui n’a pas donné communication, dans le délai d’un (1) mois à compter de la réception de la demande, des renseignements visés à l’article 38 de la présente loi ou donné Sciemment des renseignements inexact ou incomplets ;

e) toute personne qui, pour contraindre une personne à lui communiquer les renseignements obtenus par l’exercice du droit consacré par l’article 38 de la présente loi, ou à donner son autorisation au traitement de données à caractère personnel, a usé à son égard de voies de fait, de violence ou menaces, de dans ou de promesses ;

f) le responsable du traitement, son représentant, son préposé ou mandataire qui met en œuvre ou gère, continue de gérer ou supprime un traitement automatisé de données à caractère personnel sans avoir satisfait aux exigences imposées par l’article 65 de la présente loi ;

g) le responsable du traitement, son représentant, son préposé ou mandataire qui fournit des informations incomplètes ou inexactes dans les déclarations prescrites par l’article 70 de la présente loi ;

h) toute personne qui a transféré, fait ou laissé transférer des données à caractère personnel vers un pays non membre de la CEMAC ou de la CEEAC en violation de l’article 29 de la présente loi, et sans qu’il ait été satisfait à l’une des exigences prévues à l’article 31 de la présente loi ;

i) toute personne qui a empêché l’ANSICE, ses membres ou les experts requis par elle de procéder aux vérifications en vertu des pouvoirs qui leur sont conférées.

Article 85 : En condamnant du chef d’infraction au présent article, l’autorité judiciaire doit ordonner...
l’insertion du jugement, intégralement ou par extraits, dans un ou plusieurs journaux, dans les conditions qu’il détermine, aux frais du condamné.

Article 86 : En condamnant du chef d’infraction au présent article, le juge peut prononcer la confiscation des supports matériels des données à caractère personnel formant l’objet de l’infraction, tels que les fichiers manuels, disques et bandes magnétiques, à l’exclusion des ordinateurs ou de tout autre matériel, ou ordonner l’effacement de ces données.

La confiscation ou l’effacement peuvent être ordonnés même si les supports matériels des données à caractère personnel n’appartiennent pas au condamné. Les objets confisqués doivent être détruits lorsque la décision acquiert l’autorité de la chose jugée.

Article 87 : L’application des dispositions de l’article 84 ci-dessus ne fait pas obstacle aux mesures de clémence prévues par les lois telles que la suspension ou le sursis à exécution à l’exception des peines prévues aux articles 85 et 86 ci-dessus.

Article 88 : Sans préjudice des interdictions énoncées par des dispositions particulières, le tribunal peut, lorsqu’il condamne du chef d’infraction au présent article, interdire au contrevenant de gérer, personnellement ou par personne interposée, et pour deux (2) ans au maximum, tout traitement de données à caractère personnel.

Article 89 : Toute infraction à l’interdiction édictée par l’article 88 ci-dessus ou toute récidive relative aux infractions visées au même article sont punies d’un emprisonnement de six (6) mois à deux (2) ans et d’une amende d’un (1) million à cinq (5) millions de francs, ou de l’une de ces deux peines seulement.

Article 90 : Le responsable du traitement ou son représentant en République du Tchad est civillement responsable du paiement des amendes auxquelles son préposé ou mandataire a été condamné.

CHAPITRE IV : DES RECOURS

Section 1 : Du recours auprès de l’ANSICE

Article 91 : L’ANSICE peut être saisie par toute personne agissant par elle-même ou par son
القسم الثاني: النجوم إلى السلطات القضائية

المادة 92: دون الإخلال ببرياد الإجراءات الإدارية التي يمكن أن يتم خاصية أمام الوكالة، وسبقه الشكوى لدى السلطات القضائية، كل شخص يملك حق الشكوى القضائية في حالة احترام الحقوق التي ضمنت له بأحكام هذا القانون.

المادة 93: كل شخص تعرض لضرر بسبب الملاءمة غير القانونية أو بأي عمل آخر مخالف لأحكام هذا القانون، لديه الحق أن يأخذ من مسئولية الملاءمة إصلاحات الضرر التي تحق له.

المادة 94: إن مسئولية الملاءمة يمكن أن يائف عنه جزءاً أو كلياً من هذه المسؤولية إذا تثبت أن العل طالما أن وافق إلى الضرر لا ينسب إليه.

الباب السابع: الأحكام الإقتصادية والخاتمة

المادة 95: جميع ملاءمات البيانات التجارية على حساب الدولة أو مؤسسة عامة أو مجموعة محلية أو شخص معني ذو حق خاص يقوم بإدارة مصلحة عامة يضمن له البداية أو الوكالة الوطنية وفقاً للشروط الورادة في المادة 54 من هذا القانون.

المادة 96: بدءاً من تاريخ الدخول حيز التنفيذ لهذا القانون، إن جميع ملاءمات البيانات يجب أن تستجيب لما ورد في هذا القانون وفقاً للقرارات التالية:

1. ستان بالنسبة لمعالجة البيانات التي على حساب الدولة أو المؤسسة العامة، الجماعية المحلية أو شخص معني ذو حق خاص يقوم بإدارة مصلحة عامة.

2. ستان واحدة لمعالجة البيانات ذات الطابع الشخصي أجبرت على حساب أشخاص ملتزمين من غير الذين تحت الإشارة إليه في الفقرة أعلاه.
Article 97 : En tant que de besoin, les autres conditions d’application de la présente loi seront précisées par voie réglementaire.

Article 98 : La présente loi sera enregistrée, publiée au Journal Officiel de la République et exécutée comme loi de l’État.

Fait à N’Djamena, le 10 Février 2015
حرر في نجامينا يوم

IDRIS DEBY ITNO
أدريس ديبي إتيتو